CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE VANIER

RÈGLEMENT Nº: 98-12-1377

À une séance générale du 7 décembre 1998 du conseil municipal de la Ville de Vanier, tenue dans la salle du conseil, hôtel de Ville de Vanier, le lundi à 19h30, sont présents les conseillers et conseillères André Fortier, Roch Ménard, Jeannine Bois-Tremblay, Nicole B. Morency, Michel Harton et Richard Côté sous la présidence du maire Robert Cardinal, formant quorum, soit tous les membres du conseil. Est aussi présente, la greffière et directrice générale, Me Marie-Josée Dumais.

MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 93-05-1245 SUR LE ZONAGE, CONCERNANT L'USAGE SPECTACLES DANS LA ZONE 301-C

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Vanier s'est prévalue de l'opportunité d'adopter une réglementation complète élaborée en matière d'urbanisme, conformément aux lois en vigueur ;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'amender le règlement portant le n° 93-05-1245 relatif au zonage, quant aux usages permis dans certaines zones de la Ville de Vanier et de modifier les grilles de spécifications;

CONSIDÉRANT QU'avis de motion de ce règlement a été donné à une séance antérieure de ce conseil, tenue le 14 septembre 1998 ;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement a été soumis le 2 novembre 1998 à la consultation publique, en conformité des articles 124 à 130 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

IL EST EN CONSÉQUENCE ORDONNÉ ET STATUÉ PAR RÈGLEMENT DE CE CONSEIL PORTANT LE $N^{\rm O}$ 98-12-1377 ET CE CONSEIL ORDONNE ET STATUE COMME SUIT :

ARTICLE 1: USAGE SPECTACLES

Le règlement n° 93-05-1245 relatif au zonage est modifié afin d'autoriser l'usage suivant dans la zone 301-C :

Usage Code d'utilisation biens-fonds

Restaurants et lieux où l'on sert des repas et où l'on présente des spectacles à caractère non érotique 587

Cette codification n'apparaît pas dans le Manuel d'évaluation foncière, mais elle est une précision apportée au présent règlement.

ARTICLE 2: GRILLE DES SPÉCIFICATIONS MODIFIÉE

La grille des spécifications 3/3 faisant partie du règlement n° 93-05-1245 est remplacée par la grille des spécifications produite en Annexe 1 aux présentes, celle-ci ajoutant la note (11) suivante dans «autres usages permis» dans la zone 301-C :

(11) Code 587 : Restaurants et lieux où l'on sert des repas et où l'on présente des spectacles à caractère non érotique.

ARTICLE 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en force et en vigueur conformément à la loi.

FAIT ET SIGNÉ À VANIER, ce 8e jour de décembre 1998.

Greffière et directrice générale

Maire

(3) Au rez-de-chaussée et au sous-sol seulement des bâttments résidentiels à usages multiples

(6) Les usages suivants ne sont pas permis: 539, 5639, 569, 589, 629, 5821, 5822 et 5823.

(8) Les usages sulvants ne sont pas permis : 539, 5539, 563, 562, 5821, 5822, 5823, 589 et 629.

(10) Code 61 : finances, assurances et services immobiliers au sous-sof seulement.

98-10-02

ŧ

69 5

6

€

628

3/12 4/16 4/16 3/12 4/20 3/12 3/12 4/16

4400 8

3 2 628

> € **6**23

3 **5** 6

3 9 Ş <u>6</u>

573 ε

£ €

AUTRES USAGES PERMIS (2) USAGES NON PERMIS ₹~-9

NOTES

83

GRILLE DES SPÉCIFICA'

(1) Cet usage est soumis aux normes d'implantation relatives aux superfices maximales de plancher des usages de type commercial de vente au détail tel que prescrit dans la grille.

(2) Le classement de ces usages doit s'effectuer en référence à fantcle 2.2 du règlement de zonage no 83-05-1245, sauf pour la classe 6499 qui est soumise appetifiquement aux normes a'implantation relatives aux superficies maximales de plancher des usages administratifs et de services, tel que prescrit dans la grille.

(4) Les usages suivants sont permis dans la zone 314-R: 565, 5560, 5970, 5991, 5994 et 6499. (5) Les usages suivants ne sont pas permis: 539, 569, 589, 629, 5821, 5822 et 5823.

(7) Les usages suivants ne sont pas permis : 539, 569 et 629.

(9) Les usages sulvants ne sont pas permis: 539, 569, 5821, 5822, 5823, 589 et 629.

(11) Code 587 : restaurants et fleux où fon sert des repas et où l'on présente des speciacles à caractère non érotique.

residence bifamiliale jumeše residence bifamiliale en rangše (6 ž 18 logements) residence trifamiliale isolės residence trifamiliale jamešesen rangše (max. 24 log.)

résidence multianitaie résidence colective (naciman 8 chantres) résidence colective (10 à 20 chantres) résidence colective (plus de 20 chantres) résidence communatulaire résidence dans bâtiment à usages multiples

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC VILLE DE VANIER

<u>RÈGLEMENT Nº :98-12-1377</u>

Nous, soussignés, Robert Cardinal et Marie-Josée Dumais, respectivement maire et greffière et directrice générale de la Ville de Vanier, certifions que le règlement n° 98-12-1377 entré aux pages 8, 9 et 10 de ce livre, est bien l'original du règlement adopté par le conseil municipal de la Ville de Vanier, lors de sa séance générale du 7 décembre 1998.

Robert Jack

Greffière et directrice générale

RÈGLEMENT Nº 98-12-1377

VILLE DE VANIER

AVIS PUBLIC

AVIS PUBLIC est donné par la soussignée, greffière et directrice générale de cette Ville :

- 1. QUE le conseil de la Ville de Vanier a adopté le 7 décembre 1998 le règlement n° 98-12-1377 modifiant le règlement n° 93-05-1245 relatif au zonage, concernant l'usage spectacles dans la zone 301-C.
- 2. QUE ledit règlement est actuellement déposé au bureau de la soussignée où tous les intéressés peuvent en prendre connaissance.
- 3. QUE ledit règlement entre en vigueur conformément à la loi, le 15 décembre 1998, date de la délivrance par la Communauté urbaine de Québec d'un certificat de conformité du règlement envers le schéma d'aménagement de la CUQ.

DONNÉ À VANIER, ce 6 janvier 1999.

Kolet Taubria

La greffière et directrice générale,

Me Marie-Josée Dumais, avocate

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je, soussignée, greffière et directrice générale de la Ville de Vanier, certifie par les présentes, sous mon serment d'office, que j'ai publié l'avis ci-dessus en en affichant une copie le 6^e jour du mois de janvier 1999 à l'hôtel de ville et publié dans le Journal L'Actuel, le 10^e jour du mois de janvier 1999.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat ce ll janvier 1999.

Me Marie-Josée Dumais, avocate Greffière et directrice générale